

RAPPORT SOMMAIRE



DIALOGUE SEMI-OFFICIEL CANADA-INDE

Vers un partenariat stratégique renforcé et une résilience collective



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

CSDR

COUNCIL FOR STRATEGIC
AND DEFENSE RESEARCH

Ce deuxième dialogue semi-officiel entre le Canada et l'Inde a eu lieu pendant une période d'optimisme prudent dans les relations bilatérales. Après la rencontre de juin 2025 entre les premiers ministres Mark Carney et Narendra Modi et le récent rétablissement des hauts-commissaires, les relations sont passées d'une gestion de crise à une phase pragmatique de reconstruction par étapes.

Les discussions de la journée ont souligné la nécessité de traduire le dégel politique en une coopération concrète et institutionnalisée axée sur la résilience économique, les technologies émergentes et la sécurité énergétique.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

- **Institutionnaliser la réinitialisation.** Établir des cadres prévisibles – des réunions ministérielles régulières à deux ou trois ministres et leurs homologues, des dialogues sur la sécurité nationale et l'application de la loi, et des groupes de travail sectoriels – pour structurer et approfondir les relations.
- **Ancrer des liens dans la résilience économique.** Se considérer mutuellement non seulement comme des marchés, mais aussi comme des partenaires stratégiques dans des chaînes d'approvisionnement et des écosystèmes technologiques sécurisés.
- **Relancer les négociations en matière de commerce et d'investissement.** Accélérer la réalisation d'une étude d'impact économique conjointe afin d'éclairer la reprise des négociations et des investissements, d'appuyer le message public sur la valeur d'une telle entente et de cerner les livrables préliminaires. Le fait que d'éminents experts des deux parties approuvent l'étude et y participent contribuerait à sensibiliser le public et à produire un message ciblé et crédible.
- **Approfondir la collaboration technologique** grâce à la recherche conjointe sur l'intelligence artificielle (IA), aux partenariats sur les semi-conducteurs et aux initiatives de technologie ouverte. Le Sommet sur l'action en matière d'IA à Delhi en février 2026 offre une occasion importante de mobilisation au plus haut niveau (Mark Carney ou ses ministres pourraient alors se rendre en Inde).
- **Élaborer un accord entre le Canada et l'Inde sur l'énergie et les minéraux critiques** pour mettre en lien le capital, la technologie et l'innovation et l'expertise en matière d'énergie propre. Établir des liens entre les minéraux critiques et les énergies propres; développer un organisme bilatéral de financement vert.
- **Investir dans les réseaux de talents et de connaissances** entre les universités, les groupes de réflexion et le secteur privé. Élargir les consortiums de recherche, la formation des cadres et les programmes réciproques de mobilité universitaire afin de favoriser l'expertise de prochaine génération.
- **Communiquer le pourquoi et le comment du partenariat.** Une stratégie cohérente de diplomatie publique est essentielle pour maintenir l'élan sur la scène politique à l'intérieur et auprès de la diaspora. Renforcer la diplomatie publique et les communications dans les deux pays pour expliquer aux populations nationales pourquoi un engagement bilatéral plus profond sert les intérêts nationaux.

Séance d'ouverture

La séance d'ouverture a permis de mettre en lumière à quel point le groupe a changé depuis sa dernière réunion à Delhi en février 2025. À ce moment-là, l'objectif était de présenter des arguments convaincants en faveur d'une réinitialisation des relations; aujourd'hui, la conversation s'est orientée vers la façon de maintenir l'élan politique en faveur d'une réinitialisation et de bâtir un partenariat plus résilient, en particulier alors que les deux pays entretiennent des relations tendues avec les États-Unis et sont aux prises avec une incertitude mondiale importante.

Les intervenants ont reconnu que les différences structurelles persisteraient, mais ont souligné que la bonne volonté actuelle devait être mise à profit par des cadres institutionnels concrets. Les partenariats énergétiques, les minéraux critiques, l'intelligence artificielle, les industries culturelles et l'éducation ont été identifiés comme des domaines immédiats prometteurs, exhortant les deux parties à se concentrer moins sur la gestion des risques et plus sur les occasions partagées à saisir.



Les intervenants ont indiqué que la [rencontre](#) du 20 septembre 2025 entre la conseillère à la sécurité nationale et au renseignement du Canada, Nathalie G. Drouin, et le conseiller à la sécurité nationale de l'Inde, Ajit Doval, était un signe de progrès tangible dans la résolution de problèmes difficiles, l'établissement d'attentes plus claires et l'institutionnalisation d'échanges plus réguliers. De même, la [rencontre](#) du 30 septembre 2025 entre la ministre canadienne des Affaires étrangères, Anita Anand, et le ministre indien des Affaires extérieures, Subrahmanyam Jaishankar, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies à New York, a également été vue comme une étape positive vers le rétablissement de la confiance et l'avancement du dialogue.

Notre séance d'ouverture a traité de la nécessité d'idées originales et d'initiatives pratiques qui démontrent la valeur tangible du partenariat pour les deux pays. Tous les intervenants ont reconnu que le moment présent offrait l'occasion de clarifier les intérêts communs et d'adopter des approches novatrices pour reconstruire un partenariat plus solide et tourné vers l'avenir.

SÉANCE I

Relations entre le Canada et l'Inde : défis et occasions dans un monde perturbé

Présidée par Vina Nadjibulla, et comptant Ajay Bisaria et Nadir Patel comme principaux intervenants, la première séance a permis d'évaluer comment le Canada et l'Inde pouvaient consolider la réinitialisation dans un environnement mondial instable.

Les intervenants ont observé que, bien que le discours sur la « réinitialisation » soit motivé en partie par des chocs externes (notamment les changements de tarifs douaniers américains et l'intensification de la concurrence des grandes puissances), sa mise en œuvre durable nécessitera une adhésion politique nationale et une uniformité bureaucratique pour les deux pays.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- Relancer le dialogue interministériel entre les ministères des Affaires étrangères, de la Défense, du Commerce et de l'Énergie.
- Créer une unité de coordination entre le Canada et l'Inde au sein d'Affaires mondiales Canada pour harmoniser les initiatives ministérielles.
- Travailler à l'élaboration d'un accord bilatéral d'investissement modernisé afin d'autoriser les investissements étrangers directs bilatéraux (y compris les régimes de retraite canadiens en Inde et la recherche et le développement des entreprises indiennes au Canada) et d'en faire un objectif facilement atteignable.



- Renforcer la diplomatie publique avec un plan de communication coordonné contre la désinformation et mettant l'accent sur les avantages mutuels.
- Promouvoir les échanges parlementaires multipartites pour renforcer la diffusion des informations et approfondir la confiance et la coopération. Organiser des séances d'information destinées aux députés sur les voyages ministériels à venir et le Sommet sur l'IA de 2026, en coordination avec les associations commerciales et les universités.

Les intervenants ont convenu que les deux parties devaient passer du symbolisme à la substance et ancrer la relation dans des intérêts stratégiques et économiques partagés à long terme plutôt que dans une harmonisation de réaction.

SÉANCE II

Innovation, technologie et commerce : améliorer la collaboration bilatérale dans un paysage mondial en évolution

Présidée par Rhonda Lenton, Ph. D., et comptant Rajat Kathuria, Ph. D., et Rohinton Medhora, Ph. D., comme principaux intervenants, cette séance a permis d'examiner la coopération commerciale et technologique en tant que pilier d'un partenariat résilient.

Les intervenants ont débattu de la question de savoir s'il fallait relancer les négociations au moyen d'un accord commercial des premiers progrès (ACPP) ou passer directement à un accord de partenariat économique global (APEG). Les partisans d'un ACPP ont soutenu qu'il pourrait générer un élan visible et des victoires anticipées. Les défenseurs d'un APEG ont affirmé que les nouveaux accords de libre-échange de l'Inde avec le Royaume-Uni, l'UE et l'Australie montrent qu'elle est prête à un engagement plus profond. Selon un troisième point de vue mettant l'accent sur la recherche d'un accord commercial et d'un traité bilatéral d'investissement, le fait de libéraliser la circulation des fonds, d'avoir des dispositifs de protection plus solides en cas de litige et de reconnaître les signatures électroniques renforcerait la confiance des entreprises et des investisseurs dans les deux sens.

Reconnaissant les lignes rouges de l'Inde en matière de libéralisation du commerce, notamment dans les secteurs de l'agriculture et des produits laitiers, les intervenants ont suggéré d'explorer des réductions de tarifs douaniers pour certains articles de grande valeur, comme le fromage, les vins, et des ajustements de contingents tarifaires sur les lentilles, comme l'ont demandé des pays comme l'[Australie](#) dans de récents accords commerciaux. De plus, étant donné l'importance du secteur de la fabrication en Inde, un engagement plus profond avec des pays comme le Canada serait dans son intérêt pour améliorer la compétitivité du secteur

par des investissements bilatéraux, la collaboration technologique et des partenariats.

Les intervenants étaient d'accord pour dire qu'une étude conjointe des répercussions économiques devrait être entreprise immédiatement afin de dégager des pistes réalistes permettant de libérer le potentiel commercial bilatéral inexploité.

PROPOSITIONS DE POLITIQUES POUR LA COLLABORATION TECHNOLOGIQUE

Les intervenants ont avancé 12 idées complémentaires pour un partenariat axé sur l'innovation :

1. Programme indo-canadien de subventions de catalyseur technologique : une subvention pour des coentreprises dans le domaine des technologies essentielles, sur le modèle des projets internationaux d'investissement spatial en Inde de l'Australie.
2. Centre de biofabrication indo-canadien : une plateforme de codéveloppement et d'essais cliniques conjoints pour les vaccins contre l'ARNm, les bioplastiques et la biotechnologie agricole, tirant parti de la politique indienne BioE3 et de l'expertise bioscientifique canadienne.
3. Initiative « Open Tech Maitri » (amitié sur les technologies ouvertes) : alliance fondée sur des principes pour des technologies ouvertes et des normes. Elle pourrait prendre la forme d'un fonds commun pour les technologies ouvertes pour soutenir les projets à code source libre (p. ex. solutions d'architecture d'appareil informatique unifiée, Apache TVM) ou d'un plaidoyer commun pour les télécommunications ouvertes et les normes

- numériques pour coordonner la supervision des technologies à double usage et mettre à l'essai des dispositions commerciales numériques fiables (p. ex. normes de données interopérables, compatibilité entre le numérique, le public et l'infrastructure).
4. **Projet RECLAIM (recyclage des minéraux critiques) :** collaboration entre les industries minières urbaines pour récupérer les minéraux critiques des déchets électroniques et des batteries, conformément à la mission nationale indienne sur les minéraux critiques et aux technologies canadiennes de recyclage.
 5. **Académie indo-canadienne de recherche et d'innovation en IA :** académie de recherche bilatérale sur la conception d'intégrations à très grande échelle, les matériaux semi-conducteurs et l'utilisation responsable de l'IA reliant les instituts indiens de technologie et les instituts canadiens d'IA (Mila, Vector, Amii), et comprenant l'exploration d'un modèle de campus universitaire étranger en Inde axé sur l'IA et l'intégration à très grande échelle.
 6. **Un consortium indo-canadien sur la fabrication des composés des semi-conducteurs :** une coentreprise reliant le Centre de fabrication pour la photonique du Canada à la fabrication indienne de semi-conducteurs en nitrure de gallium et en carbure de silicium utilisés dans les véhicules électriques et les infrastructures de 5G et 6G.
 7. **Alliance de recherche climatique « de pôle à pôle » :** une collaboration entre les instituts canadiens et indiens de recherche sur l'Arctique et l'Himalaya concernant la fonte des glaciers et la sécurité de l'eau.
 8. **Partenariat nucléaire de prochaine génération :** développement conjoint de petits réacteurs modulaires pour adapter les conceptions canadiennes aux besoins énergétiques de l'Inde avec la planification de cinq petits réacteurs modulaires Bharat d'ici 2033.
 9. **Conseil du commerce et des technologies :** le Conseil du commerce et des technologies de l'UE et l'Inde sert de modèle pour un engagement technologique structuré, les deux parties institutionnalisant le dialogue sur la politique numérique, la technologie verte et le commerce. Un mécanisme similaire entre l'Inde et le Canada pourrait aider à instaurer la confiance et à améliorer graduellement l'interopérabilité, permettant d'améliorer l'uniformité des politiques, d'harmoniser les normes et d'accélérer les projets conjoints dans les écosystèmes d'innovation.
 10. **Gouvernance des données et commerce électronique :** le principal domaine dans lequel l'accord multilatéral sur le commerce électronique de l'OMC a rencontré des difficultés est la gouvernance des données, compte tenu de ses implications sociales, politiques, sécuritaires et en matière de droits de la personne. L'Inde et le Canada peuvent collaborer à la gouvernance des données et au développement de bassins de données fiables, tout en explorant l'innovation dans le cadre de l'accord de commerce électronique de l'OMC.
 11. **Signé par le Chili, Singapour et la Nouvelle-Zélande en 2020, l'Accord de partenariat pour l'économie numérique (APEN)** représente un accord numérique de nouvelle génération fondé sur des cadres de données fiables auxquels l'Inde pourrait envisager de prendre part. Une participation conjointe à l'APEN pourrait permettre aux deux pays d'aider à en faire une norme mondiale pour le commerce numérique.
 12. **Système d'interface de paiement unifiée (IPU) :** l'Inde a développé l'IPU, une infrastructure de paiement numérique inclusive qui permet des transactions en temps réel et à faible coût. En apprenant de son déploiement en France, à Singapour et aux Émirats arabes unis, l'Inde et le Canada pourraient travailler ensemble à un cadre de coopération en technologie financière pour explorer l'intégration avec les systèmes bancaires ouverts du Canada et permettre la fiabilité des paiements numériques transfrontaliers.

Les intervenants ont également appuyé les programmes d'accélération de la propriété intellectuelle et d'échange de jeunes entreprises cofinancés pour que les prototypes circulent vers l'approvisionnement dans les deux marchés. En outre, les intervenants ont convenu que ces propositions démontraient l'ampleur de la coopération potentielle – couvrant la technologie de rupture, la biotechnologie de la santé, l'énergie propre, la cybersécurité et la science climatique – mais ont souligné que la mise en œuvre nécessitera un engagement prévisible et une cohérence politique, et non des annonces ponctuelles.

Certains intervenants ont également souligné l'importance de distinguer les cadres infranationaux, bilatéraux, plurilatéraux et multilatéraux, car le volet bilatéral ne représente qu'une partie de la relation. Par exemple, à l'échelle infranationale, une collaboration peut s'établir entre les provinces canadiennes et les États indiens dans des domaines sectoriels, universitaires et autres. Au niveau multilatéral, le G20 offre de précieuses possibilités de coopération en matière d'innovation et de gouvernance des données, tandis que l'APEN fournit une plateforme pour une plus grande interaction en matière de commerce numérique et de normes de données.

SÉANCE III

Minéraux critiques et sécurité énergétique : renforcer la résilience ensemble

Présidée par Nadira Hamid, et comptant Karthik Nachiappan, Ph. D, et Pooja Ramamurthi, Ph. D, comme principaux intervenants, cette séance a abordé les possibilités et les contraintes de la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie et des minéraux critiques.

Les intervenants ont reconnu les efforts de diversification de l'Inde et le potentiel du Canada en tant que fournisseur responsable, tout en reconnaissant les limites du commerce et de l'infrastructure.

RÉALITÉS EN MATIÈRE D'ÉNERGIE ET D'HYDROCARBURE

- L'infrastructure de gaz naturel liquéfié (GNL) de l'Inde demeure sous-utilisée (la part du GNL dans la composition énergétique nationale est aujourd'hui de 7 %), limitant les possibilités d'exportation de GNL canadien à court terme. Les intervenants ont suggéré un travail d'analyse avec le groupe NITI Aayog et le Rhodium Group pour cerner de manière réaliste les possibles avenues en matière de GNL et de produits raffinés. De plus, le Canada ne dispose pas actuellement de l'infrastructure d'exportation de GNL nécessaire pour desservir l'Inde et doit investir dans des infrastructures facilitant le commerce.
- Le commerce du pétrole est principalement dirigé par le secteur privé; la logistique et la dépendance au raffinage américain compliquent les flux directs.
- Comme l'a fait remarquer un participant, « tant que le monde a besoin de pétrole et de gaz, ils devraient provenir du Canada, mais la géographie et l'infrastructure ne rendent pas cela possible ».

CAPTURE ET STOCKAGE DU CARBONE

Le domaine de capture et stockage du carbone en Inde n'en est qu'à ses prémices et les données géologiques sont

limitées. Pour les intervenants, un soutien technique canadien pourrait aider l'Inde à évaluer la faisabilité d'investissements à grande échelle dans le domaine de capture et stockage du carbone, à entreprendre des cartographies géologiques et à poursuivre des échanges de conception sur le marché du carbone en s'inspirant de l'expérience canadienne.

TRANSITIONS DU CHARBON À COKE ET DES ÉNERGIES PROPRES

Une croissance importante du commerce du charbon à coke semble peu probable, l'Inde s'efforçant de réduire sa dépendance dans le cadre de ses objectifs nationaux en matière d'énergie propre. Toutefois, la coopération pourrait s'étendre par le biais d'échanges entre les provinces et les États au sujet des politiques en matière de véhicules électriques et d'énergies renouvelables.

ÉNERGIE NUCLÉAIRE

L'ambition de l'Inde d'atteindre 100 GW de capacité nucléaire d'ici 2047 crée des possibilités de collaboration en matière d'approvisionnement en uranium et de formation technique. Les intervenants ont fait remarquer que la libéralisation prochaine de la *Loi sur l'énergie atomique* de l'Inde pourrait ouvrir la voie à la formation canadienne sur l'uranium, la coopération technologique ainsi que la sécurité et la réglementation. Bien que l'Inde ait importé de l'uranium du Canada par le passé, les intervenants ont recommandé de renouveler l'accord d'approvisionnement signé pour 2015-2020 afin d'assurer un accès à long terme et de donner aux partenaires canadiens l'occasion de contribuer à l'échange de connaissances et au renforcement des capacités, en particulier dans le domaine des petits réacteurs modulaires, car les projets en cours en Ontario offrent notamment des synergies avec les plans d'expansion nucléaire de l'Inde.

COOPÉRATION DANS LE DOMAINE DES MINÉRAUX CRITIQUES : LA NÉCESSITÉ DE LANCER UN DIALOGUE ENTRE LE CANADA ET L'INDE SUR LES MINÉRAUX CRITIQUES ET UN FORUM CONJOINT SUR L'ÉNERGIE

Les intervenants ont reconnu les nombreux partenaires de l'Inde en matière de minéraux critiques, mais ont nommé un créneau stratégique pour le Canada fondé sur son leadership en matière de questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) et ses normes de gouvernance. La discussion a porté sur trois questions : pourquoi l'Inde devrait-elle choisir le Canada? Quelle valeur unique le Canada peut-il apporter? Comment rétablir la confiance pour favoriser l'investissement?

Les intervenants ont proposé le lancement d'un dialogue entre le Canada et l'Inde sur les minéraux critiques et d'un forum conjoint sur l'énergie afin de renforcer la collaboration bilatérale. Ce dialogue, qui serait dirigé par le ministère indien des Énergies nouvelles et renouvelables, créerait un cadre structuré pour les contrats d'approvisionnement à long terme, l'exploration conjointe et les projets à valeur ajoutée. Compte tenu de la nature à plusieurs niveaux des chaînes d'approvisionnement en minéraux critiques – de l'exploration à la transformation et au recyclage – une coordination étroite entre les ministères et les gouvernements des États est essentielle. Le partenariat devrait permettre de cerner les minéraux prioritaires en fonction de leur importance stratégique et de la dépendance à l'égard des importations, en combinant l'expertise et les investissements miniers du Canada avec l'accent mis par l'Inde sur le raffinage, la transformation et le recyclage. La coopération en matière de recherche et développement, de développement technologique et de formation de la main-d'œuvre sera essentielle au renforcement des capacités, tandis que le Canada doit se démarquer dans le cadre des engagements parallèles de l'Inde avec les États-Unis, l'UE, l'Australie, le Japon et la Chine.

En outre, la participation de l'Inde au PDAC 2026, le plus grand congrès mondial d'exploration des minéraux et



d'exploitation minière, qui se tiendra du 1er au 4 mars à Toronto, au Canada, serait un pas en avant utile. De récentes initiatives, comme la déclaration d'intention conjointe signée en septembre 2025 par l'Institut des technologies des minéraux et des matériaux (CSIR) de Bhubaneswar, en Inde, et l'Université de Saskatchewan, visent aussi à faire progresser la recherche sur les minéraux critiques. La collaboration avec le secteur privé sera également cruciale. La société canadienne d'exploitation des ressources Teck Resources entretient des liens commerciaux importants avec l'Inde en tant qu'important exportateur de charbon et de cuivre sidérurgique et a exploré la piste d'un investissement stratégique de la société indienne JSW Steel dans son secteur du charbon, bien que cette initiative ait été perturbée par des tensions diplomatiques.

En outre, les deux pays pourraient mettre à l'essai des partenariats dans le domaine des énergies renouvelables, notamment des coentreprises dans les domaines de l'hydrogène, de la technologie hydroélectrique, du stockage d'énergie solaire et de l'énergie éolienne en mer, et élaborer ensemble des projets pilotes de capture du carbone en Inde. Afin d'accroître l'investissement responsable, les deux pays pourraient établir un mécanisme bilatéral de financement des infrastructures vertes, en tirant parti des fonds de pension et des gestionnaires d'actifs canadiens et des promoteurs indiens pour cofinancer les énergies renouvelables, les infrastructures de véhicules électriques et les centres sur l'hydrogène.

PRINCIPALES IDÉES

- L'expérience du Canada en matière de cadres d'exploitation minière responsable et d'ESG peut aider les entreprises indiennes tournées vers l'extérieur à mettre en place des pratiques d'investissement durable.
- Le bilan du Canada en matière d'entreprises minières en Afrique offre des leçons aux entreprises indiennes qui prennent de l'ampleur à l'étranger.
- Les deux pays doivent développer conjointement leur capacité de traitement et de recherche et développement commune dans le domaine des technologies propres pour progresser dans la chaîne de valeur.
- La coopération en matière de normes, de recyclage et de marchés du carbone pourrait positionner les deux entités en tant qu'innovatrices dans les solutions de technologies propres à faible coût pour les pays du Sud.
- Il faudrait positionner le Canada en tant que partenaire en matière de normes – ESG, cadres d'exploitation minière responsable et disciplines de projets dans des pays tiers (p. ex. les pays d'Afrique) – plutôt que fournisseur supplémentaire.
- Les deux pays se rejoignent sur l'objectif d'élargir l'accès aux énergies renouvelables aux communautés rurales et autochtones. Grâce à la solide base d'entrepreneuriat local de l'Inde pour élargir l'accès à l'énergie, les deux pays peuvent explorer des façons de collaborer, en s'appuyant sur leurs expériences et pratiques d'excellence mutuelles.
- Le Canada peut offrir des mesures incitatives ciblées pour inciter les jeunes entreprises et les sociétés



minières indiennes à investir dans son secteur minier. De nombreuses entreprises minières indiennes émergentes sont de jeunes entreprises, et en les faisant participer au développement d'infrastructures minières au Canada, les deux pays peuvent renforcer la résilience de la chaîne d'approvisionnement et améliorer leur capacité à résister aux perturbations géopolitiques.

Les intervenants ont appelé à une approche claire pour surmonter les contraintes : il est peu probable que la capture de carbone prenne bientôt une plus grande ampleur et les investisseurs indiens restent prudents compte tenu des récentes tensions politiques. Des outils d'atténuation des risques – crédit-relais, assurance d'Exportation et développement Canada, permis accélérés, règles d'investissement claires – ont été recommandés pour établir la confiance.

Au bout du compte, les deux parties ont convenu que la valeur du Canada réside dans ses normes, son expertise et son esprit de partenariat, en plus de ses ressources. Pour être un partenaire de choix, le Canada doit offrir de la prévisibilité et un engagement à long terme.

SÉANCE IV

De la réinitialisation au réengagement : tracer la voie à suivre

Présidée par Vincent Rigby, et comptant Yogesh Joshi, Ph. D, David McKinnon et Shachi Kurl comme principaux intervenants, la dernière séance a synthétisé les points de vue et décrit les prochaines étapes pour un réengagement durable.

Les intervenants ont averti que la relation demeurerait vulnérable aux pressions externes et internes (aux changements de politique aux États-Unis, aux procédures judiciaires et à la politique de la diaspora) et ont souligné la nécessité de disposer de tampons institutionnels.

PERCEPTIONS ET OPINION PUBLIQUE DANS LES RELATIONS ENTRE LE CANADA ET L'INDE

Les perceptions demeurent un défi majeur des deux côtés de la relation entre les deux pays. Au Canada, des questions persistent sur les raisons et les moyens de renouer le dialogue avec l'Inde, avec des opinions divergentes sur des questions délicates telles que le Khalistan et l'ingérence étrangère. Au cours des sept à neuf derniers mois, la relation a connu d'importantes variations, en grande partie déterminées par des facteurs externes et circonstanciels, qui ont suscité une réflexion sur la façon de dépolitiser l'engagement et de répondre aux préoccupations en matière de sécurité, tout en renforçant la résilience dans un contexte de perturbations récurrentes. De nombreux intervenants ont souligné que la connaissance mutuelle du Canada et de l'Inde est limitée. Renforcer la compréhension, en particulier chez les jeunes Canadiens et Indiens, par l'éducation, les stages et les programmes d'échanges pourrait aider à établir des liens plus éclairés et durables.

Les données sur l'opinion publique, publiées dans un [rapport de sondage conjoint](#) de l'Institut Angus Reid et de la FAP Canada, mettent en lumière à la fois les défis et les occasions. Alors que 56 % des Canadiens avaient autrefois une opinion favorable de l'Inde (2020), ce pourcentage est tombé à 26 % en décembre 2024 et se

situe actuellement autour de 29 %, même si la moitié des Canadiens sont favorables à la reprise de liens normaux. En même temps, 68 % des Canadiens déclarent ne pas bien connaître l'Inde, ce qui laisse entrevoir une grande marge de communication stratégique sur l'importance des relations bilatérales pour les intérêts économiques et nationaux du Canada. De plus, la couverture médiatique au Canada et en Inde met souvent l'accent de façon déséquilibrée sur les incidents de sécurité, les tensions en matière d'immigration et les questions de visa étudiant, éclipsant la pertinence stratégique et économique des liens bilatéraux à plus grande échelle.

Notre récent sondage révèle un écart important entre la réinitialisation politique en cours et la perception des Canadiens à l'égard de l'Inde, même si la majorité des Canadiens interrogés soutiennent le rétablissement des liens diplomatiques avec le pays. Cet écart pourrait être comblé par une stratégie de communication plus engagée, une diplomatie publique améliorée et un engagement plus profond dans les divers secteurs de la société des deux pays. La voie à suivre réside dans une communication claire et cohérente, l'engagement des jeunes et le recadrage du récit afin de mettre l'accent sur les valeurs démocratiques communes, les possibilités économiques, la pertinence stratégique et le potentiel de partenariat à long terme.

RÉTABLIR LA CONFIANCE ET LA COMMUNICATION STRATÉGIQUE

Les intervenants ont souligné que la reprise des relations demeurerait fragile, avec un besoin de cadres politiques prévisibles et d'une feuille de route claire pour rétablir la confiance. Le procès Nijjar restera probablement un point sensible de la politique : son issue sera décidée par la justice, mais les communications à son sujet devraient également être gérées par les canaux diplomatiques appropriés. En outre, tirer parti des

plateformes multilatérales telles que le G7 et le G20 pour favoriser le dialogue pourrait aider à maintenir l'engagement.

La compréhension publique des principaux événements historiques demeure également limitée. Bien que la tragédie du vol Air India en 1985 soit le pire cas de massacre de citoyens canadiens, [neuf Canadiens sur dix](#) affirment en avoir peu (61 %) ou pas (28 %) connaissance et 58 % des moins de 35 ans n'en ont jamais entendu parler. Une sensibilisation accrue à cette histoire commune peut favoriser l'empathie et le contexte de la coopération.

Parallèlement, les liens éducatifs sont confrontés à de nouveaux défis, notamment des pertes de revenus dans le secteur canadien de l'éducation en raison de l'évolution des politiques d'immigration, car de nombreux étudiants indiens choisissent d'aller étudier dans d'autres pays. Il sera essentiel de restaurer la prévisibilité et la confiance dans le partenariat en éducation pour renforcer les liens interpersonnels et maintenir un sentiment positif à long terme.

À l'avenir, le Canada devrait élargir son engagement au-delà du nord de l'Inde en priorisant les visites dans le sud et les autres régions à forte croissance de l'Inde, qui sont des moteurs économiques clés. Un plan stratégique de visites ministérielles et institutionnelles, appuyé par une communication soutenue et des messages ciblés, peut aider à changer les perceptions du public et à renforcer le potentiel à long terme du partenariat entre le Canada et l'Inde.

RECOMMANDATIONS

- Officialiser les rencontres ministérielles régulières à deux ou trois ministres et leurs homologues, les dialogues sur la sécurité nationale et une plus grande collaboration en matière d'application de la loi.



- Intégrer la société civile et les réseaux d'experts pour assurer la continuité au-delà des cycles politiques.
- Élaborer un plan de communication pangouvernemental coordonné par le Cabinet du premier ministre et le Bureau du Conseil privé avant les visites ministérielles de l'automne et le Sommet sur l'IA.
- Inviter le Canada à participer au cadre d'échange de renseignements du Centre de fusion de l'information-région de l'océan Indien (IFC-IOR) de l'Inde; accroître le soutien canadien à la détection des navires clandestins dans l'océan Indien; améliorer la sensibilisation au domaine maritime et accroître la participation du Canada à des exercices multilatéraux comme Talisman Sabre.
- Mettre à l'essai un programme réciproque de « voyageur universitaire de confiance » pour réduire les retards de traitement des visas pour les chercheurs, les professeurs et les étudiants.
- Utiliser les forums multilatéraux (G7, G20, PTPGP) pour élargir la coopération entre le Canada et l'Inde au Japon et à l'Australie sur des priorités communes pour la région indo-pacifique.

- Comme la plupart des programmes universitaires canadiens sur l'Inde sont axés sur les études religieuses et les sciences humaines, il est nécessaire d'acquérir une compréhension plus complète de l'Inde moderne et d'étendre l'enseignement et la recherche à des domaines tels que les affaires, la technologie et les sciences.

À court terme (de 0 à 3 mois) : formuler des recommandations stratégiques aux ministres; harmoniser les messages du gouvernement et des parties prenantes; annoncer les initiatives gagnantes

anticipées, comme celles concernant l'énergie nucléaire, le protocole d'entente sur l'académie en matière d'IA, les stages pour les jeunes en Inde et les annonces de chaires universitaires.

À moyen terme (de 3 à 6 mois) : officialiser les mécanismes de dialogue; lancer des groupes de travail sur la sécurité maritime; publier l'étude d'impact économique conjointe et la note sur la portée d'un accord d'investissement; et utiliser le Sommet sur l'impact de l'IA 2026 à New Delhi comme un fleuron de l'innovation conjointe.

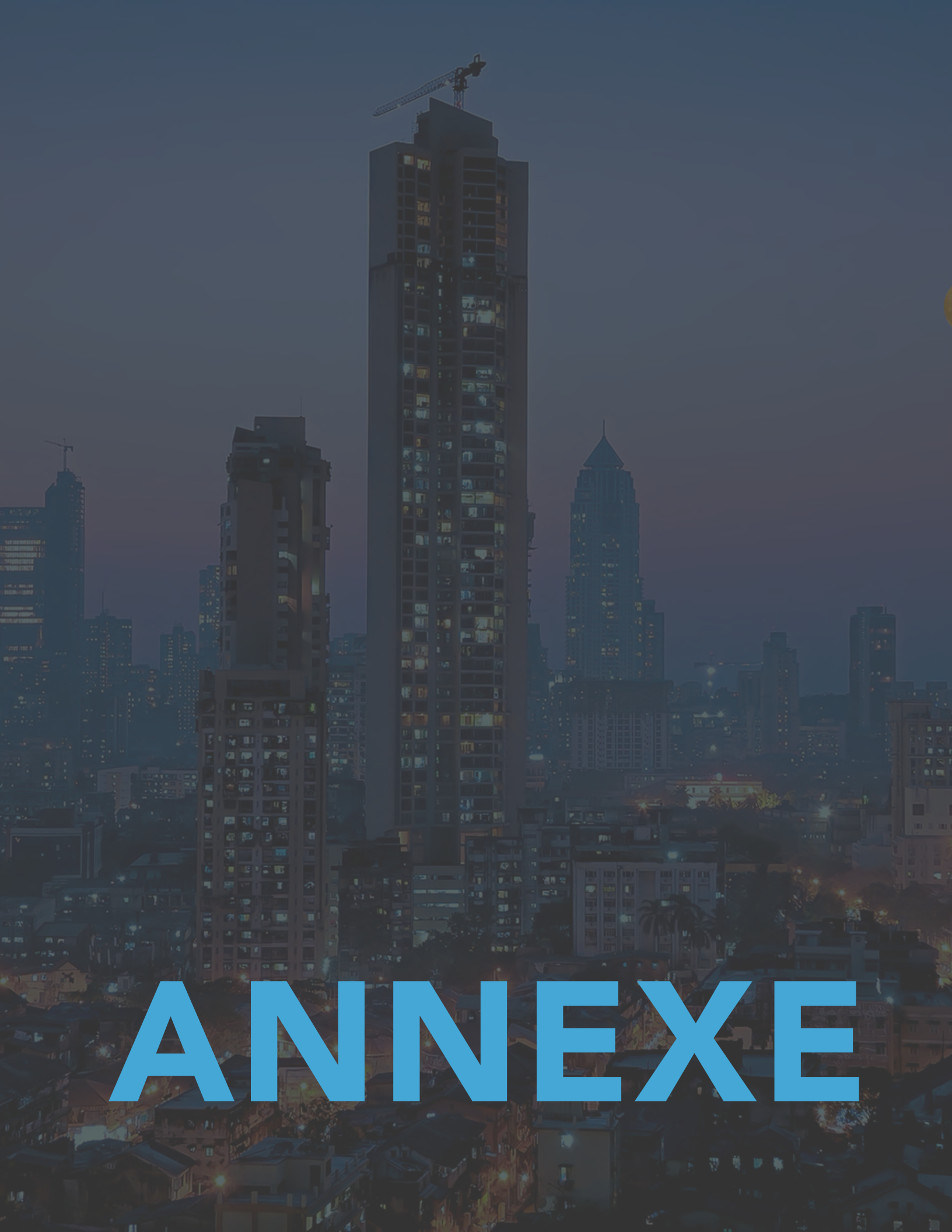
Conclusion

Les intervenants ont été d'accord pour conclure que le rétablissement de la confiance et le renforcement de la résilience sont des objectifs qui se consolident mutuellement. La voie à suivre consiste à institutionnaliser cet élan par un engagement constant, une innovation commune et une communication claire, transformant une réinitialisation politique en un partenariat stratégique durable.

Ce rapport a été rédigé par Vina Nadjbulla et Erin Williams de la FAP Canada, avec des contributions de Suvolaxmi Dutta Choudhury et Tanya Dawar.

Rencontres et événements à venir

1. Visite de la ministre canadienne des Affaires étrangères Anita Anand en Inde – 12 et 13 octobre 2025
2. 47^e Sommet de l'ANASE – 27 et 28 octobre 2025 | Malaisie
3. Sommet du G20 – 22 et 23 novembre 2025 | Afrique
4. Événements de la FAP Canada – novembre 2025 | New Delhi
5. Sommet sur l'IA – 19 et 20 février 2026 | New Delhi



ANNEXE

ORDRE DU JOUR

DATE : 3 OCTOBRE 2025

LIEU : FAIRMONT CHÂTEAU LAURIER
(1, RUE RIDEAU, OTTAWA, ON K1N 8S7)

*Initiative conjointe de la Fondation Asie
Pacifique du Canada et du Council for
Defense and Strategic Research*

MOTS D'OUVERTURES

9 H – 9 H 30



Dinesh Patnaik, haut-commissaire de l'Inde au Canada



Weldon Epp, sous-ministre adjoint, Indo-Pacifique, Affaires mondiales Canada



Jeff Nankivell, président et chef de la direction, Fondation Asie Pacifique du Canada

SESSION 1

9 H 30 – 10 H 30

Les relations Canada-Inde : enjeux et opportunités dans un monde en perturbation

Les relations canado-indiennes commencent à se rétablir après une période prolongée de tensions diplomatiques. Une nouvelle ouverture pour un engagement constructif a émergé, notamment à la suite de la récente réunion bilatérale entre les deux premiers ministres en marge du sommet des dirigeants du G7 à Kananaskis, en Alberta. Ce développement s'inscrit dans un contexte de changements majeurs, tant en géopolitique qu'en dynamiques indo-pacifiques.

Dans ce contexte, les questions suivantes se posent : Quels domaines stratégiques de convergence le Canada et l'Inde peuvent-ils cibler? Comment les relations bilatérales peuvent-elles être renforcées durant une période caractérisée par l'incertitude géopolitique et les turbulences économiques?



PRÉSIDENTE DE SÉANCE :

Vina Nadjibulla, vice-présidente, recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada



PARTICIPANTS :

Ajay Bisaria, ancien haut-commissaire de l'Inde au Canada



Nadir Patel, ancien haut-commissaire du Canada en Inde

PAUSE CAFÉ

10 H 30 –
10 H 45

SESSION 2

10 H 45 –
11 H 45

Innovation, technologie et commerce : renforcer la collaboration bilatérale dans un contexte mondial en évolution

Bien que les négociations pour un accord de libre-échange aient été suspendues durant la crise diplomatique, un nouvel élan favorise désormais le commerce, la technologie et les liens économiques. Les deux pays cherchent à surmonter les enjeux liés aux tarifs américains tout en profitant des occasions pour diversifier le commerce.

Par ailleurs, l'intelligence artificielle (IA), les semi-conducteurs et d'autres technologies numériques transforment le monde de façon sans précédent. À mesure qu'ils naviguent ces enjeux et opportunités introduites par ces technologies critiques et émergentes, le potentiel pour établir de solides partenariats est considérable.

Pour aller plus loin, il importe de répondre à ces questions : Comment des partenariats plus profonds et mutuellement bénéfiques peuvent-ils être renforcés, notamment au niveau sous-régional ? Quelles perspectives pour la réduction des barrières commerciales dans des secteurs comme l'agriculture, l'énergie propre et le commerce numérique ? Quelles possibilités existent dans des domaines tels que l'IA, l'aérospatiale et le commerce numérique ? Comment le Canada et l'Inde peuvent-ils améliorer ensemble les mécanismes de coopération dans le commerce, la technologie et la résilience des chaînes d'approvisionnement ?



PRÉSIDENTE DE SÉANCE :

Rhonda Lenton, rectrice, Université York



PARTICIPANTS :

Rajat Kathuria, doyen, École des sciences humaines et sociales, Université Shiv Nadar



Rohinton Medhora, agrégé supérieur de recherche, Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale ; professeur de pratique, Université McGill

DÉJEUNER

11 H 45 –
12 H 45

CAUSERIE AU COIN DU FEU

Impact de Trump 2.0 sur les relations entre l'Inde et les États-Unis



Vina Nadjibulla, vice-présidente, recherche et stratégie, Fondation Asie Pacifique du Canada



Happymon Jacob, fondateur, Council for Strategic and Defense Research

SESSION 3

12 H 45 –
13 H 45

Minéraux critiques et sécurité énergétique : Renforcer la résilience collective

Avec la croissance des besoins énergétiques en Inde, le Canada est bien positionné pour jouer un rôle clé dans la sécurité énergétique de l'économie la plus dynamique et la plus peuplée au monde. Cette session examinera les occasions d'activer le potentiel du commerce bilatéral, de l'investissement et de la collaboration dans les minéraux critiques, l'énergie propre et conventionnelle. Questions clés : Comment le Canada et l'Inde peuvent-ils avancer leurs objectifs communs de sécurité, et quelles perspectives pour une coopération accrue en énergies traditionnelles, nucléaire, renouvelables et minéraux critiques ?



PRÉSIDENTE DE SÉANCE :

Nadira Hamid, directrice générale, Chambre de commerce indo-canadienne



PARTICIPANT(E)S :

Karthik Nachiappan, boursier de recherche, Université nationale de Singapour ; agrégé supérieur de recherches, FAP Canada



Pooja Ramamurthi, chercheuse boursière, Centre for Economic and Social Progress

PAUSE

13 H 45 – 14 H

SESSION 4	14 H – 15 H Une réinitialisation pour un engagement renouvelé : Ouvrir la voie à un partenariat stratégique renforcé Alors qu’une relance bilatérale est imminente, le Canada et l’Inde doivent entreprendre des démarches concrètes pour établir une feuille de route claire vers un engagement entièrement renouvelé. Cette session identifiera des démarches et proposera des recommandations politiques concrètes pour maintenir l’élan dans le rétablissement des liens bilatéraux dans les grands secteurs stratégiques.  PRÉSIDENT DE SÉANCE : Vincent Rigby, ancien conseiller à la sécurité nationale et au renseignement auprès du premier ministre du Canada ; professeur de pratique famille Slater, Université McGill Université  PARTICIPANT(E)S : Yogesh Joshi, professeur adjoint, Université du Centre de la Floride  David McKinnon, ancien haut-commissaire du Canada au Sri Lanka et ambassadeur aux Maldives ; chercheur principal, FAP Canad  Shachi Kurl, présidente, Institut Angus Reid
COMMENTAIRES DE CLÔTURE	15 H – 15 H 30

PARTICIPANT(E)S

CANADA



Dr. Karthik Nachiappan

Boursier de recherche, Université nationale de Singapour ; chercheur principal, FAP Canada



Dr. Rhonda Lenton

Rectrice, Université York



Dr. Rohinton Medhora

Grégé supérieur de recherche, Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale ; professeur de pratique, Université McGill



David McKinnon

Ancien haut-commissaire du Canada au Sri Lanka et ambassadeur aux Maldives ; chercheur principal, FAP Canada



Jonathan Berkshire Miller

Chercheur principal, Institut Macdonald-Laurier



Kasi Rao

Directeur général, Fairfax Consulting Services



Nadir Patel

Ancien haut-commissaire du Canada en Inde



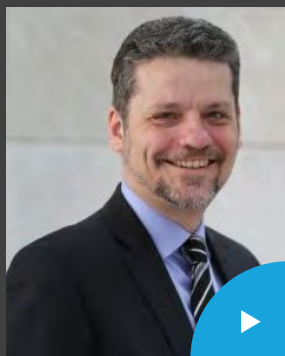
Dr. T.V. Paul

Professeur, Université McGill ; agrégé supérieur de recherche, FAP Canada



Shachi Kurl

Présidente, Institut Angus Reid



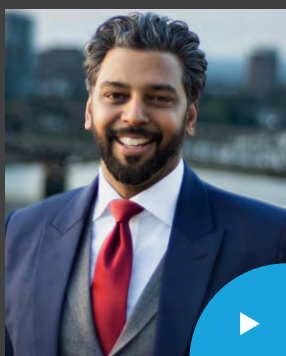
Dr. Victor Gomez

Vice-président adjoint et chef (Affaires internationales), Affaires gouvernementales mondiales et politiques publiques, Sun Life



Vincent Rigby

Ancien conseiller à la sécurité nationale et au renseignement auprès du premier ministre du Canada ; professeur de pratique famille Slater, Université McGill



Victor T. Thomas

Président et chef de la direction, Conseil d'affaires Canada-Inde



Vina Nadjibulla

Vice-présidente, recherche et stratégie, FAP Canada

INDE



Dr. Mansi Kumari

Professeure adjointe, Amity University



Nadira Hamid

Directrice générale,
Chambre de commerce
indo-canadienne



Ajay Bisaria

Ancien haut-commissaire de
l'Inde au Canada



Happymon Jacob

Fondateur, Council for
Strategic and Defense
Research ; professeur,
Université Jawaharlal Nehru



Pooja Ramamurthi

Chercheuse boursière, Centre
for Economic and Social
Progress



Pranay Kotasthane

Président, Programme de
géopolitique des hautes
technologies, Takshashila
Institution



Dr. Yogesh Joshi

Professeur adjoint, Université
de Central Florida



Rajat Kathuria

Doyen, École des sciences
humaines et sociales,
Université Shiv Nadar



ASIA PACIFIC
FOUNDATION
OF CANADA

FONDATION
ASIE PACIFIQUE
DU CANADA

La Fondation Asie Pacifique du Canada (FAP Canada) est une organisation indépendante à but non lucratif qui se concentre sur les relations du Canada avec l'Asie. Notre mission est d'être le catalyseur de l'engagement du Canada avec l'Asie et le pont entre l'Asie et le Canada.

La FAP Canada se consacre au renforcement des liens entre le Canada et l'Asie par le biais de ses activités de recherche, d'éducation et de rassemblement, telles que la série de Conférences Canada-en-Asie, nos Missions commerciales féminines en Asie et le projet APEC-Canada pour l'expansion du partenariat des entreprises, qui favorise une croissance inclusive durable et la réduction de la pauvreté. La FAP Canada collabore également avec des entreprises, des gouvernements et des intervenants du milieu universitaire afin d'offrir aux organisations et aux étudiants canadiens une formation sur les Compétences sur l'Asie.

Nos recherches fournissent aux Canadiens et aux parties prenantes de la région AsiePacifique des informations, des points de vue et des perspectives de grande qualité, pertinentes et opportunes sur les relations entre le Canada et l'Asie. Notre travail de recherche comprend également des articles périodiques intitulés Perspectives, des dépêches, des rapports et des notes de synthèse, des réflexions stratégiques, des études de cas, des explications, ainsi qu'une publication hebdomadaire intitulée Observatoire Asie, qui suit les dernières nouvelles sur l'Asie qui intéressent le Canada.

[Visitez notre site Internet](#)

